Discours à l'occasion des Assises « mobilisation de l'école et de ses partenaires pour les valeurs de la République »
Samedi 18 avril 2015

Monsieur le Ministre
Monsieur le Préfet de région,
Monsieur le Recteur,
Mesdames et messieurs les élus
Mesdames et messieurs

Ces assises sur *« la mobilisation de l'École et de ses partenaires pour les valeurs de la République »* ont été décidées par le Gouvernement, le 9 février 2015, dans une période post-traumatique pour notre Pays, un mois après les terribles attentats du 7, 8 et 9 janvier et l'exceptionnelle mobilisation de nos concitoyens du 11 janvier.

En s'attaquant à un journal, à des représentants des forces de l'ordre, ou à nos concitoyens au nom de leurs religions, les terroristes se sont attaqués à notre modèle de société, à nos valeurs communes, aux fondements même de notre République à savoir la liberté, l'égalité, la fraternité, et je rajouterai la laïcité.

Face à ce défi lancé à l'ensemble de la société, le Premier ministre a annoncé le 22 janvier 2015 une série de mesures pour remobiliser notre pays.

C'est dans le cadre de cette riposte républicaine, que notre école, qui est depuis toujours au cœur du combat pour les valeurs de la République, doit prendre toute sa place. Pour reprendre la circulaire conjointe des ministres de l'éducation nationale et de l'intérieur, plus que jamais, l'Ecole « doit se mobiliser pour faire vivre et transmettre les valeurs de la République ».

Vous le comprenez, ces assises, organisées avec les acteurs de l'école et de la société civile dans l'ensemble des départements français jusqu'au 24 avril, doivent participer à enrichir notre réponse collective.

Alors, avant de se plonger dans le cœur des débats et développer les tables rondes thématiques présentées par le Préfet de Région, je souhaitais partager avec vous en guise d'introduction deux réflexions.

Pour commencer, il me semble que nous devons être lucide sur la réalité en évitant toutes prises de positions caricaturales.

Au plus fort de la crise de janvier, au moment où notre pays était encore sous le choc des atrocités, plusieurs commentateurs se sont interrogés sur la capacité de notre République à résister à cette épreuve avec la question suivante :

La République est elle en danger ?

Cette question me semble fondamentale pour notre réunion de ce jour. Je ne m'aventurerai pas dans des références historiques audacieuses mais je pense que des soldats de l'an II de la révolution française aux heures les plus sombres du vingtième siècle, notre nation a toujours fait face à ses responsabilités pour faire triompher les valeurs universelles.

L'efficacité de la riposte et l'exceptionnelle mobilisation de nos concitoyens s'inscrit dans cet héritage. Pour autant, elles ne doivent pas nous aveugler sur la réalité de notre pays et sur ses failles.

En effet, la République n'est pas en danger parce que des joutes rhétoriques d'intellectuels et de gouvernants ébranlent ses fondements sociologiques et politiques.
La République n'est pas d'avantage en danger parce qu'un péril imminent menace nos frontières.

Non, et c'est bien pire en sorte, la République est en danger par notre négligence collective et individuelle à cultiver, défendre et pratiquer ses valeurs ; elle est mise en danger par l'ignorance mais aussi par notre assoupissement, par notre désertion de la vigilance. Autant de facilités égotistes que de telles assises ont vocation à combattre.

Car la République est exigeante et oublier les raisons de cette exigence c'est prendre un risque inouï avec le destin de notre Nation et celui de notre démocratie.

La deuxième réflexion que je souhaitais partager avec vous concerne la transmission même des valeurs républicaines et le rôle de l'école.

Comme je l'indiquais précédemment, l'immense émotion qu'ont suscitée les actes terroristes de janvier et l'extraordinaire sursaut citoyen qui en résulta donnent un magnifique espoir sur notre capacité de résistance que d'aucuns croyaient perdue, mais cette belle surprise en réponse à l'horreur d'un fanatisme barbare et sans limite ne nous garantit pas pour autant que les valeurs républicaines sont comprises et partagées par tous. Il est là le sens de ces assises qui participent à ce que le premier

Ministre a nommé, le 6 mars dernier, « La République en actes ».

Si nous pouvons tous vérifier, sans surprise, que les convictions de ceux qui en dissertent sont heureusement bien établies et intégrées, j'observe qu'elles sont insuffisamment combatives et insuffisamment traduites en actes, à l'adresse de ceux qui les ignorent et qui, parfois, font peu d'efforts pour les acquérir.

Nous avons tous une responsabilité dans l'exercice et l'apprentissage de la citoyenneté et de la République, dans l'exercice et l'apprentissage de la démocratie, mais nous nous protégeons sans cesse de ce qui pourrait nous mettre en cause dans ce devoir mal assumé, dans l'appréciation fausse et négligente que la République est assez forte pour rayonner d'elle-même.
Ce n'est évidemment pas le cas, la menace terroriste en est une insidieuse et cruelle illustration, un mal sournois aux prophéties lugubres et insensées qui nous rappellent, aussi, combien la laïcité est un point d'encrage indiscutable de nos valeurs républicaines tant elle fonde et justifie le deuxième mot de notre devise : Égalité. L'Égalité de traitement des hommes dans leurs talents et leurs mérites, mais aussi égalité dans l'expression des convictions, des croyances et des engagements.

À cet égard, pour en porter les fruits, **l'école de la République** a une place à part, la première. Cette première place, elle la tient de sa double nature : l'une est liée aux origines même de la République, celle de 1880 qui fait de l'école l'instrument de son rayonnement ; l'autre est plus consubstantielle aux raisons même de son existence : apprendre et former. Apprendre et former à tout et donc, aussi, aux valeurs républicaines qui fondent notre nation.

Je sais combien il est parfois si compliqué pour les enseignants d'accomplir leur mission. Les connaissances éducatives des parents, le sens et l'étendue de leurs obligations parentales se sont considérablement affaiblis, ils sont même, parfois, totalement ignorés.

Dans le même temps, l'inconscient collectif, imprégné d'une certaine faiblesse sinon d'une certaine lâcheté, vous fait porter une responsabilité collective sur l'apprentissage des valeurs à nos enfants alors même que l'effort individuel des familles a déserté le champ du respect de l'autre et de l'apprentissage du « vivre ensemble ».

C'est une gageure dont il est temps de trouver les voies et moyens.

Je suis, comme vous, déterminée à défendre les valeurs de la République.

Nous avons l’obligation de permettre aux générations futures de vaincre encore, l’obscurantisme, le terrorisme, et l’avachissement d’une pensée qui n’ose plus défendre ses idéaux. Nous avons cette responsabilité et devons l’assumer en conscience et en conviction. Je suis persuadée que ces assises nous aiderons à poser les conditions d’une réussite et donc d'une volonté partagée.

Je vous remercie.